

10 FAITS

sur l'Agriculture paysanne en Europe



1. Combien y a-t-il de paysan-ne-s en Europe?

En Europe, un total de 12 248 000 fermes travaillent quelques 174 millions de terres arables où travaillent près de 25 millions de personnes dans des activités agricoles [1]. Les petit-e-s paysan-ne-s sont la majorité. Seuls 2,7% des exploitations sont des grandes fermes de plus de 100 hectares. Environ 97%, soit 11 885 000 des fermes, ont moins de 100 ha [2]. 75% des fermes moins de 10 ha et 69% moins de 5 ha [3].

Les terres sont contrôlées par les fermes industrielles. Les fermes industrielles (2,7%) de plus 100 ha contrôlent 50% du total des terres arables en Europe. Cela signifie que 336 000 fermes contrôlent 91 millions d'hectares. Les 50% restants des terres arables sont partagées par 97% des paysan-ne-s européen-ne-s (presque 12 millions de fermes).

2. Les petites fermes nourrissent le peuple en Europe.

Avec en leur possession seulement 30 à 50% des terres arables, les petits paysan-ne-s nourrissent les peuples d'Europe. En effet, ils produisent plus par unité de terre que les grands exploitants. Les données d'Eurostat démontrent ainsi que ces derniers ne produisent que 11% de la production agricole [4]. « Dans 21 pays, les petits paysans ont une plus grande Marge brute standard (différence entre prix de vente et coût de revient) par hectare que les grandes exploitations. Dans neuf de ces pays (Bulgarie, Grèce, Espagne, Italie, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Roumanie et Royaume-Uni), la marge par hectare des petites exploitations est deux fois supérieure à celle des grandes. » [5]

3. Les petites fermes créent de l'emploi.

Dans l'Europe des 27, les grandes exploitations ne génèrent que 5% du total de l'emploi agricole [6]. Cela montre clairement que les paysan-ne-s et leurs famille sont décisifs dans le processus de création d'emploi. Pour produire un million de kg de lait, une ferme industrielle (de grande échelle, à forte capitalisation et basée sur l'expansion) nécessite 1,9 unité de travail alors qu'au sein de « l'économie agricole paysanne », la même quantité de lait en requiert 3,3. C'est 74% de plus que le modèle de fermes industrielles [7] mais cela augmente en même temps l'efficacité des plus petits investissements de capitaux.

4. L'agriculture agroécologique paysanne utilise beaucoup moins de ressources.

Les petites fermes sont moins intenses en ressources. Elles utilisent beaucoup moins d'énergies fossiles pour la production et la distribution. La production d'1kg de bœuf requiert 8000 Kcal sur une petite ferme et plus de 10 000 sur une exploitation industrielle. « La production bovine nourrie à l'herbe consomme 50 % d'énergie fossile en moins que les systèmes conventionnels de bovins nourris au grain. » [8]



5. Les politiques publiques profitent aux grandes exploitations industrielles et favorisent une agriculture tournée vers l'exportation.

La politique agricole commune (PAC) est l'une des principales politiques publiques en Europe. La PAC 2014-2020 équivaut à 400 milliards d'euros et représente près de 40% du budget total de l'UE. [9] Avec 22 millions d'agriculteurs et 44 millions de producteurs qui nourrissent plus de 500 millions d'Européens, le secteur agricole est le deuxième plus grand employeur dans le secteur industriel dans l'UE [10]. Mais le modèle actuel montre clairement un déséquilibre dans la distribution de l'aide. Les principaux bénéficiaires de la PAC sont les grands propriétaires terriens et l'agro-industrie, pas les petits agriculteurs paysans. Près de 80% des aides agricoles sont versées à environ 20% des agriculteurs de l'UE, ceux qui ont les plus grandes exploitations.

En 2011, 1,5% des exploitations accaparaient 1/3 des subventions de la PAC. En 2011, l'Europe de l'Ouest avec 44% des exploitations recevait 80% des subventions de la PAC. L'Europe de l'Est, avec 56% des exploitations, recevait seulement 20%[11].

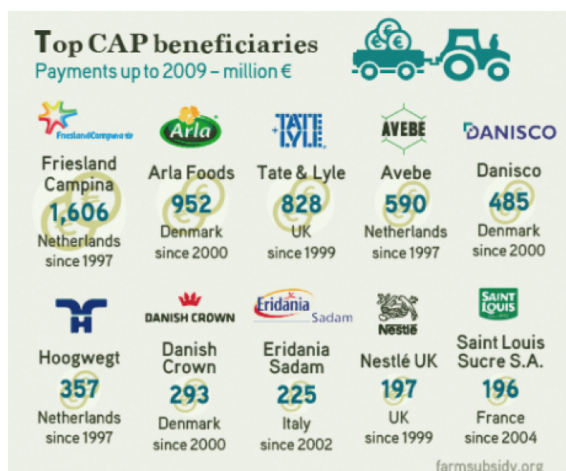


Image credit: HOTL infographic: see note 11

6. Qui sont les perdants de l'aide publique?

Au cours des années, la PAC a changé de direction, passant de subventions sur les produits à une subvention sur la production, ce qui a eu des répercussions directes et profondes en termes fonciers et de concentration des terres. En 2000, les subventions sur les produits représentaient 26,6 milliards d'euros, contre seulement 4,7 milliards d'euros en 2011. Au contraire, les chiffres des subventions sur la production ont grimpé de 2 milliards d'euros pour atteindre 50,9 milliards d'euro au cours de la même période. [12] Ce revirement est directement lié aux Tendances catastrophiques de concentration de la terre au sein de l'UE durant cette même période (1/3 des exploitations ont disparu). Les subventions massives aux exportations de agro-industrie ont porté atteinte aux paysans en Europe et dans le monde durant un demi-siècle. C'est également une sérieuse menace pour la sécurité alimentaire. [13]

7. Les paysan-ne-s disparaissent et la terre est concentrée dans les mains de quelques-uns.

Entre 2000 et 2012, 4,8 Millions d'emplois équivalent temps-plein ont été perdus dans l'agriculture de l'UE. [14] L'Europe a perdu un tiers de ses petites fermes de 2003 (12 millions de fermes) à 2013 (8 millions de fermes). Dans le même temps, de plus en plus de terres sont détenues par les grandes exploitations. [15]

Comme le montre l'image, la terre est aussi de plus en plus utilisée pour des activités non agricoles liées à l'urbanisation, aux industries d'extraction comme les mines, le pétrole ou le gaz, aux investissements dans certaines énergies renouvelables, aux transports, au tourisme, à des centres commerciaux, etc.

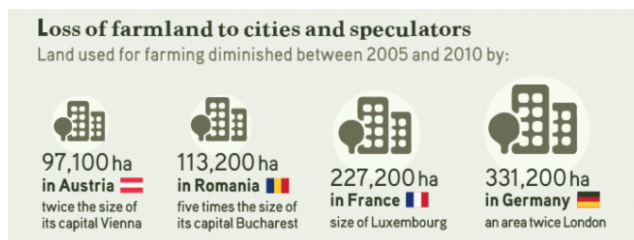
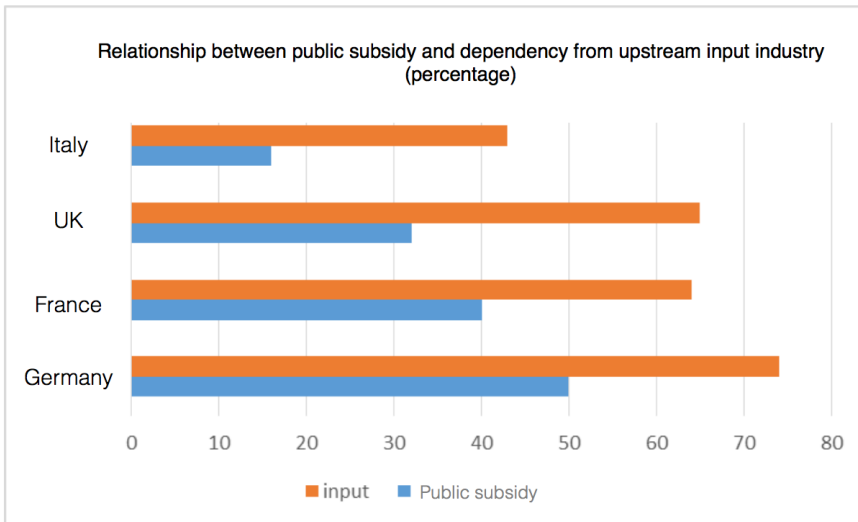


Image credit: HOTL infographic: see note 11

8. Le revenu des paysan-ne-s s'effondre alors que l'industrie des intrants et la grande distribution s'enrichissent grâce à l'argent public.

Les marges agricoles sont usurpées par l'industrie des intrants agricoles et par l'industrie de la distribution. En prenant une période suffisamment longue, de 2000 à 2016, on observe que les prix payés au agriculteur-trice-s pour leurs produits ont augmenté dans la majorité. Mais dans le même temps, les prix des intrants agricoles (fertilisants, semences, énergie et alimentation animale) ont augmenté de plus du double, comparé au prix payé aux petit-e-s producteur-trice-s pour leurs produits. [16] Les paysan-ne-s se retrouvent coincés entre l'industrie des intrants et le secteur de la distribution et leur revenu baisse. Un tiers des petites fermes ont disparu dans la dernière décennie car il était impossible de survivre. En 2016, le revenu agricole a baissé de 0,4 % en Europe.

Plus une ferme est industrialisée et intense en capital, plus elle est dépendante de l'industrie des intrants. Sur 100kg de céréales produites par une ferme allemande, 75 sont utilisés pour payer l'industrie des intrants. La valeur qui demeure ne permet pas de garantir un revenu ou une viabilité économique. Une intervention publique (européenne et étatique) est donc nécessaire. Les subventions publiques peuvent couvrir jusqu'à 50 % du revenu d'une ferme. [17] L'agriculture industrielle survit grâce à la location des terres et aux aides de l'UE et des états. Le manque d'autonomie, associé aux coûts de production, rend l'agriculture industrielle extrêmement fragile. Sa rentabilité est en réalité la conséquence de l'intervention publique (directe ou indirecte). Dans les faits, l'intervention publique est largement dirigée pour soutenir les entreprises industrielles en amont, ainsi que l'industrie agroalimentaire et le secteur de la distribution en aval grâce aux prix réduits payés pour la production.



Eurostat, as referenced in Onorati, 2017 see note 13

“Un agriculteur sur deux devra abandonner ses terres, cinq millions d’hectares non productifs devront être abandonnés [...]. Mais il s’agira surtout de faire disparaître la myriade de petites entreprises, en créant des entreprises multifamiliales de dimension plus grande, et convenant aux différents types de production..”

Sicco Mansholt, 19691 [21]

9. Les travailleur-se-s salarié-e-s, les migrant-e-s, les femmes et les jeunes sont celles et ceux qui sont le plus sévèrement impacté-e-s par les politiques agricoles négatives.

« Les femmes en particulier possèdent moins de 20 % des exploitations, ce qui signifie qu’elles profitent encore moins d’égalité [en Espagne] que les femmes au Lesotho ou au Malawi [...]. De plus, les femmes sont responsables de 98 % du travail de soins, faisant partie de la force de travail domestique et familiale invisible, ce qui fait qu’il est plus difficile pour elles d’obtenir un travail et d’acquérir l’indépendance économique » [18]

Les travailleur-se-s salarié-e-s représentent une part importante du secteur agricole et doivent aussi être considéré-e-s comme des producteur-trice-s de nourriture. Chaque année, le secteur agricole emploie dans l’Union européenne pas loin d’un demi million de travailleur-se-s saisonnier-ère-s venant de pays non-membres de l’UE. Par exemple, les travailleur-se-s migrant-e-s représentent 80 % de la force de travail agricole en Espagne, la plupart venant d’Europe centrale et orientale, d’Afrique du nord et d’Amérique latine. En Allemagne, 90 % des travailleur-se-s saisonnier-ère-s sont des migrant-e-s, venant principalement de Pologne et de Roumanie. « Le femmes travailleuses migrantes sont particulièrement vulnérables. Elles sont victimes de discriminations à fois en tant que femmes et en tant que migrantes » [19].

Dans le secteur agricole italien, environ 430 000 travailleur-se-s sont employé-e-s chaque année via des intermédiaires illégaux (caporali). Au moins un quart d’entre eux-elles souffrent d’exploitation grave. La grande majorité sont des travailleur-se-s migrant-e-s venant d’Afrique, d’Europe de l’Est, des Balkans, d’Inde et du Pakistan [20].



Image credit: Confédération Paysanne

10. Contre ces tendances, les paysan-ne-s et leurs alliés se battent à travers l’Europe.

En 1969, Sicco Mansholt, Commissaire européen pour l’agriculture et pionnier de la PAC avait lancé le plan pour « moderniser » l’agriculture européenne et avait prédit que les petites fermes allaient bientôt disparaître. En 2017, les paysan-ne-s d’Europe sont unies au delà des classes, genres, races et au-delà des frontières. Ces nouvelles convergences des peuples a impliqué une fusion des questions et politiques agraires, sociales et environnementales. Elles ont donné lieu à de nouvelles formes de luttes et de solidarité à travers l’Europe et le monde.

NOTES:

1. European Commission, 2013. *How many people work in agriculture in the European Union? An answer based on Eurostat data sources*. Available at: www.ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/rural-area-economics/briefs/pdf/08_en.pdf
2. Van der Ploeg, J.D. 2016. *Family farming in Europe and Central Asia: history, characteristics, threats and potentials*. FAO working paper 153. Available from: www.ipc-undp.org
3. Eurostat data as referenced in: ECVC, Confédération paysanne and Envie de paysans! 2015. *How can public policy support small-scale family farms?*
4. Eurostat data as referenced in: Van der Ploeg, 2016 supra note 2
5. EUROSTAT. 2011. *Statistics in Focus*, 18/2011. Brussels: European Commission.
6. EUROSTAT. 2011 supra note 5
7. Oostindie et al. as referenced in Van der Ploeg, 2016 supra note 2.
8. Van der Ploeg, 2016. supra note 2: pp 23.
9. BBC, 2013. Q&A: Reform of EU farm policy. Available from: www.bbc.com/news/world-europe-11216061
10. NAT-VI/021, 2017. *Projet d'avis: La PAC post 2020*. Rapporteur: Guillaume CROS (FR/PSE)
11. Hands on the Lands infographics. 2014. *The State of Land in Europe*. Available from: <https://www.tni.org/en/article/state-land-europe>
12. ECVC and Hands off the Land. "Land concentration, land grabbing and people's struggles in Europe". June 2013: pp 10. Available at: www.tni.org/en/publication/land-concentration-land-grabbing-and-peoples-struggles-in-europe-0.
13. BBC, 2013. Q&A: Reform of EU farm policy. Available from: www.bbc.com/news/world-europe-11216061
14. European Commission, supra note 1
15. HOTL, supra note 10
16. Eurostat data as referenced in Onorati, A. 2017. ARI
17. Eurostat, supra note 13
18. ECVC and Hands off the Land. "Land concentration, land grabbing and people's struggles in Europe". June 2013. Available at: www.tni.org/en/publication/land-concentration-land-grabbing-and-peoples-struggles-in-europe-0. Pp: 40.
19. IUF, 2008. *Workers and Unions on the move*. Available from: www.iufdocuments.org/www/documents/IUFmigrantworkersmanual-e.pdf
20. EFAT, 2016. *Italy: New legislation passed to curb gang master practices*. Available from: www.effat.org/en/node/14459
21. Mansholt, S. 1969. Interview by Corriere della Sera. Available from: www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/d7bae015-96a6-4bb5-9fd8-930cd935f64f/publishable_en.pdf

European Coordination Via Campesina ECVC

Rue de la Sablonnière 18
1000 Bruxelles - BELGIUM

Phone: +32 2 217 31 12
Fax: +32 2 218 45 09
info@eurovia.org
www.eurovia.org